

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 25 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

P. BRABANT

ROUTE NATIONALE
59152 Tressin

Référence : arrêté ministériel du 17/12/19
Code AIOT : 0007000585

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2024 dans l'établissement P. BRABANT implanté 25 route Nationale 59152 Tressin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- P. BRABANT
- 25 route Nationale 59152 Tressin
- Code AIOT : 0007000585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société P. Brabant possède depuis 1880 le site industriel de Tressin où elle a exercé une activité de distillerie d'alcools de betteraves jusqu'en 1953.

La société y exerce aujourd'hui des activités de régénération d'alcools et de solvants, de dénaturation et vente d'alcools, distribution de solvants et produits pétroliers, conditionnement d'alcools et solvants pétroliers en bouteilles, bidons et GRV. L'établissement de Tressin emploie 46 salariés.

Le site occupe une superficie totale de 83 769 m² sur la commune de Tressin, en zone UF du Plan Local d'Urbanisme de la commune, à 500 m au sud-ouest du centre ville de Tressin,

Au titre de la réglementation sur les installations classées, les installations exploitées par la société P. Brabant sur le site de Tressin sont régulièrement autorisées par décisions préfectorales dont les plus anciennes datent de 1960.

L'arrêté préfectoral du 6 janvier 2006 a autorisé la poursuite de l'exploitation des activités du site de Tressin suite à la mise à jour administrative des activités de l'établissement. L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 février 2013 a donné acte de la révision de l'étude de dangers du site. L'arrêté préfectoral du 17 décembre 2020 actualise la liste des installations classées autorisées.

L'établissement est assujéti à la directive IED 2010/75/UE sur les émissions industrielles.

L'établissement est un établissement seuil bas visé par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, transposant en droit français la Directive n° 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite « directive SEVESO 3 relative à la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil.

Thème de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD Générique 2 : Séparation des déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)	Sans objet
2	MTD Générique 2 : Compatibilité des déchets avant de les mélanger	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (b)	Sans objet
3	MTD Générique 2 : Optimisation des lieux de stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)	Sans objet
4	MTD Générique 2 : Capacité de stockage appropriée	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)	Sans objet
5	MTD Générique 2 : Zone séparée pour les déchets dangereux emballés	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (g)	Sans objet
6	MTD Générique 14 : Réduction des	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	émissions atmosphériques diffuses		
7	MTD Générique 9 : Emissions diffuses de composés organiques	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.4	Sans objet
8	MTD 47 : Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article II Annexe 3.4	Sans objet
9	MTD Générique 20 : Traitement des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4	Sans objet
10	MTD Générique 7 : Surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1	Sans objet
11	MTD Générique 20 : Traitement des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/05/2013, article 3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non conformités pour les points de contrôle vérifiés par sondage.

3 demandes sont formulées à l'issue de l'inspection pour lesquelles l'exploitant devra apporter des éléments de réponse sous 1 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Générique 2 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.
Constats : Les déchets entrants sur site sont séparés avant régénération selon les instructions de production. Pour les livraisons en vrac, des consignes sont établies chaque fin de journée pour les réceptions du lendemain. Ces consignes précisent l'affectation des cuves pour chacune des livraisons. A noter que certaines cuves sont dédiées au stockage d'un unique produit, d'autres sont multiproduits. Pour les livraisons en emballages conditionnés (GRV 1m3 et fûts 200 litres), les colis sont stockés dans une zone dédiée sur rétention dénommée « parc à fûts ».

Les déchets générés par l'activité de régénération sont essentiellement constitués d'eaux de décantation et d'eaux de rinçages. Ces eaux souillées sont stockées dans une cuve dédiée ou conditionnées en GRV 1m³ et traitées hors site dans des installations dédiées. Une zone de stockage au droit de l'ancien parc à fûts est dédiée pour le stockage de ces eaux usées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MTD Générique 2 : Compatibilité des déchets avant de les mélanger

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (b)

Thème(s) : Risques chroniques, Compatibilité des déchets avant de les mélanger

Prescription contrôlée :

Pour garantir la compatibilité des déchets avant de les mélanger, un ensemble de mesures et tests de vérification sont mis en œuvre pour détecter toute réaction chimique indésirable ou potentiellement dangereuse entre des déchets lors de leur mélange ou lors d'autres opérations de traitement. Les tests de compatibilité sont fondés sur les risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets, les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.

Constats :

Le processus d'acceptation des déchets mis en œuvre par l'exploitant comporte une étape systématique de caractérisation analytique (spectrométrie de masse) en amont. Par ailleurs, les déchets réceptionnés en vrac ne font pas l'objet de mélange (dépotage d'une remorque dans une cuve du site), évitant ainsi toute réaction potentielle.

L'établissement ne réceptionne par ailleurs que des solvants. Ces produits ne présentent pas d'incompatibilité particulière entre eux.

Pour les déchets conditionnés, la régénération se fait par batch lorsqu'un volume minimal est atteint sur site, par client et par type de produits. Il n'est jamais procédé au mélange de déchets avant régénération de provenance ou de clients différents.

Le processus de développement fait l'objet d'une procédure documentée (vue version actualisée du 22/06/22).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MTD Générique 2 : Optimisation des lieux de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)

Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation des lieux de stockage

Prescription contrôlée :

Les nouvelles unités déterminent les lieux de stockage de déchets selon les conditions suivantes :

- lieu de stockage aussi éloigné qu'il est techniquement et économiquement possible des zones sensibles, des cours d'eau, etc. ;
- lieu de stockage choisi de façon à éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets au sein de l'unité.

<p>Constats :</p> <p>Les zones de stockage des déchets sont implantées sur rétention et dalles béton (cuves vrac et parcs à fûts). Les aires de dépotage sont également sur rétention.</p> <p>Il n'y a pas de cours d'eau à proximité et les lieux de stockage ont été déterminés afin de minimiser les zones d'effets thermiques en cas d'incendie (implantation éloignée des limites de propriété tant que possible).</p> <p>Les opérations de manutention sont réduites au maximum (transfert automatique pour les stockages vrac, pompage direct des GRV ou fûts vers les bouilleurs pour régénération).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : MTD Générique 2 : Capacité de stockage appropriée

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ; - la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ; - le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.
<p>Constats :</p> <p>Les livraisons de déchets en vrac ne sont acceptées qu'après vérification de la disponibilité effective du volume correspondant dans la cuverie du site. Des consignes sont établies à cet effet chaque jour pour les livraisons du lendemain. Elles précisent explicitement les références des cuves dans lesquelles doivent être réalisées les opérations de dépotage.</p> <p>Cette vérification préalable n'est pas réalisée pour la réception de déchets conditionnés. L'exploitant tient cependant à jour un état des stocks lui permettant de s'assurer du respect des quantités autorisées par son arrêté préfectoral complémentaire du 17/12/20.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>D1 : Bien que l'exploitant indique ne jamais avoir été confronté à une problématique de place dans le parc à fûts dans sa configuration actuelle, il est demandé de mettre en place une organisation permettant de s'assurer d'une place suffisante dans le parc à fûts avant acceptation de livraisons de déchets conditionnés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : MTD Générique 2 : Zone séparée pour les déchets dangereux emballés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (g)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Zone séparée pour les déchets dangereux emballés</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>S'il y a lieu, une zone est exclusivement réservée au stockage et à la manutention des déchets dangereux emballés</p>
<p>Constats :</p>

Le stockage des déchets conditionnés (GRV et fûts) ainsi que des eaux souillées générées par le process se fait sur des zones dédiées sur rétention (voir points de contrôle précédents).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD Générique 14 : Réduction des émissions atmosphériques diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses b) Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité c) Prévention de la corrosion d) Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses e) Humidification f) Maintenance g) Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets h) Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)
<p>Constats :</p> <p>L'établissement de Tressin met en œuvre les techniques suivantes (la réglementation impose au minimum la mise en œuvre de 2 techniques) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses : les cuves de stockage sont équipées d'évents, avec récupération du ciel gazeux pour les cuves inertées et soupapes de respiration pour les autres, permettant de réduire les déperditions en l'absence de mouvements dans les cuves (hors dépotage) c) prévention de la corrosion : l'exploitant privilégie l'inox316L pour la cuverie, les tuyauteries et vannes autant que possible. Pour les équipements en acier, des peintures anti-corrosion sont utilisées et réappliquées dès que nécessaire. d) confinement, collecte et traitement des émissions diffuses : les opérations de régénération sont réalisées en intérieur. Des laveurs de gaz (traitement par voie humide) équipent les colonnes de distillation n°2, 4, 5, 11, 12 ainsi que les bouilleurs 2, 3, 4 et 12. Un dispositif de traitement par charbon actif équipe également l'installation de régénération de la morpholine. <p>Dans le contexte de montée en puissance de l'activité de régénération de la NMP sur site, il est demandé que les émissions gazeuses des installations dédiées à la régénération de cette substance fassent également l'objet d'un traitement (à noter que le dossier est en cours d'instruction).</p> <ul style="list-style-type: none"> f) maintenance : mise en place et suivi d'un plan de maintenance préventive et obligation réglementaire PM2I (non abordé lors de l'inspection) g) nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets : un plan de nettoyage est déployé sur site, ainsi que la méthode 5S.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MTD Générique 9 : Émissions diffuses de composés organiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions diffuses qui résultent de la régénération de solvants usés
Prescription contrôlée : L'exploitant surveille au moins une fois par an, au moyen d'au moins une des techniques indiquées ci-dessous, les émissions atmosphériques diffuses de composés organiques qui résultent de la régénération des solvants usés, de la décontamination des équipements contenant des POP au moyen de solvants et du traitement physico-chimique des solvants en vue d'en exploiter la valeur calorifique. a) Mesures - Méthodes par reniflage, détection des gaz par imagerie optique, occultation solaire ou absorption différentielle. b) Facteurs d'émission - Calcul des émissions sur la base des facteurs d'émissions, validé périodiquement au moyen de mesures. c) Bilan massique - Calcul des émissions au moyen d'un bilan massique tenant compte de l'apport de solvant, des émissions canalisées dans l'air, des émissions dans l'eau, du solvant contenu dans le produit traité, et des résidus du procédé.
Constats : L'exploitant réalise annuellement une estimation de ses émissions atmosphériques de COV par l'intermédiaire d'un bilan massique, comme prévu par son arrêté préfectoral du 06/01/06. Une campagne de mesure par reniflage a également été réalisée en 2013.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : D2 : Au regard de l'ancienneté de cette campagne, l'exploitant est invité à renouveler ce type de mesure afin de s'assurer notamment de la bonne étanchéité de ses installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : MTD 47 : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article V Annexe 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des émissions
Prescription contrôlée : L'exploitant confine, collecte et traite ses émissions atmosphériques conformément au d du VI de l'annexe 3.1.
Constats : Des laveurs de gaz (traitement par voie humide) équipent les installations suivantes : bouilleurs 3 et 58 / colonne 5 / colonne 11 / bouilleur 12 / colonne 125 / bouilleur 4 / colonne 4 / bouilleur 2 / colonne 2. Un traitement par charbon actif équipe les installations de régénération de la morpholine. Les installations dédiées à la régénération de produits à faible tension de vapeur et/ou réalisées sous vide ne sont pas équipées d'installations de traitement en raison de leurs émissions à l'air faibles voire nulles. A noter que les émissions du site sont uniquement constituées des rejets des pompes à vide des colonnes de régénération (débits très faibles) et de la mise à l'air des événements / dégazage des

réservoirs de stockage.
Dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance relatif à la mise en service d'une nouvelle colonne (colonne 14), il a été demandé la réalisation d'une évaluation des risques sanitaires basée sur l'ensemble des émissions de l'établissement. La remise de cette étude est prévue pour l'été 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : MTD Générique 20 : Traitement des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article IX Annexe 3.4
Thème(s) : Risques chroniques, VLE eaux des installations de régénération de solvants usés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</p> <p>As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L Cr : 0,15 mg/L Cu : 0,5 mg/L Pb : 0,1 mg/L Ni : 0,5 mg/L Zn : 1 mg/L Mercure (Hg) : 5 µg/L</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise une analyse mensuelle de la teneur en métaux dans ses effluents aqueux, conformément aux dispositions de son arrêté préfectoral complémentaire du 23/12/16.</p> <p>Il a été consulté le bordereau d'analyses réalisées le 21/03/24 sur les rejets du bassin 2, qui démontre le respect des valeurs limites pour chacun des métaux pris individuellement.</p> <p>Les résultats d'autosurveillance déclarés sous GIDAF montrent également des rejets en métaux totaux inférieurs à la valeur limite d'émission.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>D3 : l'exploitant veillera à déclarer mensuellement ses résultats d'autosurveillance sur GIDAF, du retard étant observé depuis le milieu de l'année 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : MTD Générique 7 : Surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions aqueuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les substances énumérées ci-dessous sont pertinentes pour le flux d'effluents aqueux, d'après l'inventaire décrit à l'annexe 2 (III), la surveillance suivante est réalisée, que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective :</p> <p>PFOA : semestrielle PFOS : semestrielle</p>

En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.
<p>Constats :</p> <p>En application de l'arrêté ministériel "PFAS" du 20 juin 2023, l'exploitant a initié une campagne de caractérisation de ses émissions aqueuses en PFAS. Le laboratoire EUROFINs a été mandaté à cet effet pour 3 campagnes de prélèvement à pas de temps mensuel. Le premier prélèvement est prévu le 11/04/24.</p> <p>Le bilan de ces 3 mesures permettra de statuer sur la pertinence de maintenir la surveillance de ces paramètres ou non.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : MTD Générique 20 : Traitement des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2013, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission au rejet n°2
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites de rejets s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisées sur 24 heures ou sur la durée nécessaire pour vidanger un bassin.</p> <p>Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :</p> <p>MES : 30 mg/l</p> <p>DCO : 90 mg/l</p> <p>Hydrocarbures totaux : 10 mg/l</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats de la surveillance de la qualité des eaux pluviales réalisée par l'exploitant ont été consultés.</p> <p>Une mesure est réalisée à chaque bâchée en interne par l'exploitant, ainsi qu'une mesure par un laboratoire extérieur tous les mois.</p> <p>Les résultats sont conformes aux normes de rejet réglementaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite